

79 millions d'euros seront investis à Liège en 2021

La Ville a décidé d'augmenter ses investissements, pour relancer la machine après la crise du Covid

Le logement, la mobilité et l'enseignement sont les trois grands secteurs dans lesquels la Ville de Liège compte investir en 2021. Avec les projets portés également par la zone de police et le CPAS, ce sont près de 80 millions d'euros qui devraient profiter à l'économie liégeoise.

Lundi soir, la majorité PS-MR liégeoise défendra devant le conseil communal son budget 2021. Un budget qui, en termes d'investissements, gonfle de plus de 13 millions d'euros — de 56,5 à 69,5 millions d'euros — par rapport à l'année dernière. Et ce malgré les difficultés financières qu'a engendrées la crise du Covid-19. « C'est un choix politique délibéré, assure Christine Defraigne, la Première échevine, en charge notamment du budget. On a voulu voir la lumière dans les ténèbres et être prêts pour la reprise. Or, pour relancer la machine, il convient de pouvoir investir. »

Ce budget d'investissements, qui sera encore complété par des projets « Police » pour 5,9 millions et CPAS pour 3,6 millions, fera notamment la part belle à la mobilité. Si les sommes prévues ne sont pas les plus faramineuses, elles ont en effet toutefois le mérite d'assurer une continuité avec les projets initiés ces dernières années. Annoncée initialement pour cette année 2020, l'acquisition d'un bâtiment pour y réaliser un parking vélos sécurisé en centre-ville, qui devrait prendre place dans la rue de l'Université, reste ainsi d'actualité et bénéficiera toujours d'un budget de 350.000 euros. L'installation de box vélos (200.000 euros) et la

poursuite du programme « Vélo Cité » (90.000 euros) avec l'acquisition de vélos, notamment électriques, à mettre en location, confirment la volonté de la Ville de Liège d'assurer une place grandissante à la petite reine.

Une somme de 100.000 euros est également prévue pour la poursuite de l'étude visant à l'implantation d'un téléphérique entre le centre-ville et la Citadelle.

Une mobilité « différente » qui passera également par la voiture électrique. En 2021, la Cité ar-



« Pour relancer la machine, il convient de pouvoir investir »

Christine Defraigne

Le chiffre

500

500,4 millions d'euros, c'est le budget 2021 de la Ville de Liège. Et il est en équilibre, malgré cette année difficile et 2021 qui ne s'annonce pas plus simple.



Logement, mobilité et enseignement sont dans les priorités de la majorité liégeoise. © Matexi/TVA

dente va ainsi mener une autre étude (60.000 euros), relative cette fois à l'implantation d'un réseau de bornes de recharge.

Un budget nettement plus conséquent — près de 12 millions — sera quant à lui consacré à l'enseignement communal. Ici aussi, la Ville reste dans la continuité de ce qui avait déjà été entamé les années précédentes avec l'entretien et la rénovation des bâtiments scolaires.

Un autre gros poste sera consacré au logement. La majorité liégeoise a en effet prévu de doubler

son investissement — 3,2 millions contre 1,5 million en 2020 — en la matière, pour accélérer la rénovation urbaine des quartiers Grand Léopold et Amercoeur. On notera encore l'effort financier consenti en matière de participation citoyenne : 1,3 million a été débloqué pour l'aménagement du nouveau parc sur l'ancien site Palmolive (un million) et pour les abords de la passerelle Vivégnis.

Beaucoup plus symboliques, ces 20.000 euros destinés à une étude sur la centralité. Un budget qui,

aux dires de Christine Defraigne, pourrait s'avérer crucial pour l'avenir financier de la Cité ardente : « Nous avons décidé d'unir nos forces avec Charleroi pour affirmer à la Région wallonne le statut des grandes villes eu égard à leur rôle de centralité. » Une revendication portée depuis des années par le bourgmestre liégeois Willy Demeyer, qui, si elle devait aboutir, permettrait à la Cité ardente de bénéficier d'aides wallonnes bien plus substantielles. ●

GEOFFREY WOLFF

Taxes et subsides

Les subsides culturels et sportifs sont maintenus

Avant tout, une bonne nouvelle pour les Liégeois : aucune nouvelle taxe n'est créée et aucune majoration des existantes n'est prévue, assurent les élus PS et MR. Au contraire, les exonérations en faveur de l'Horeca appliquées en 2020 seront toujours de mise en 2021.

L'aide apportée aux secteurs culturels et sportifs sera elle aussi maintenue l'année prochaine. « C'est ainsi, par exemple, que la majoration des chèques sports décidée dans le cadre du plan de relance est reconduite, que l'opération de soutien au secteur créatif 'place aux artistes' aura bien lieu à l'été 2021, et que les subsides liés à des manifestations qui font de Liège une Cité ardente sont maintenus (Epicuriales, Nocturne des Coteaux, Ardentes, Festival du film policier, Nourrir Liège...), détaille la majorité liégeoise.

Le subside accordé quant à lui à la navette fluviale sera même doublé, passant de 50 à 100.000 euros. Une manière de l'aider à compenser les pertes subies en 2020, mais également d'augmenter la fréquence de ces navettes et de pérenniser l'activité. ●

« Un budget de dynamisme tourné vers le futur »

Malgré une année encore plus difficile financièrement que les précédentes, Liège a voulu présenter « un budget de dynamisme tourné vers le futur », souligne Christine Defraigne. « On sait très bien que les pouvoirs publics souffrent, en particulier en ces temps de crise sanitaire et économique mais, partout où on a pu, on a été sur le front pour aider. »

Le tout sans plomber plus encore les finances communales. Le budget 2021 présente ainsi des dépenses contenues en termes de frais de personnel (+1,7 million), et un statu quo au niveau du nombre d'équivalents temps

plein. Idem en termes de frais de fonctionnement, où on enregistre même une baisse de 300.000 euros malgré une enveloppe de 500.000 euros destinée aux futures dépenses Covid, comme la campagne de vaccination.

Seul gros point noir, admet la Première échevine : la dette. En cause notamment, comme chaque année, les cotisations de responsabilisation, qui ne cessent d'augmenter. « Or, on n'a pas encore de solution structurelle, on est donc obligé d'emprunter. Mais on espère que 2021 sera l'année charnière pour avoir cette solution », termine Christine Defraigne. ●